



audit • conseil • expertise



## **FORMASUP PARIS IDF**

Siège social : 72 BIS RUE DE LOURMEL 75015 PARIS

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Relatif à l'exercice de 12 mois clos le 31/12/2024

# **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

## **Relatif à l'exercice de 12 mois clos le 31/12/2024**

A l'assemblée générale de l'Association FORMASUP PARIS IDF

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association FORMASUP PARIS IDF relatifs à l'exercice de 12 mois clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du (des) commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du (des) commissaire(s) aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

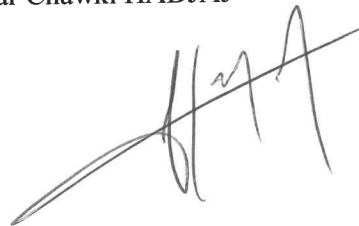
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association. Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport en fait partie intégrante.

Fait à PARIS, le 13 juin 2025

Le commissaire aux comptes

La société Comexi représentée

Par Chawki HADJAJ



## ANNEXE

### Description détaillée des responsabilités du (des) commissaire(s) aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

## Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	7 117	7 117		
	Autres immobilisations incorporelles (1)	2 084 228	322 458	1 761 770	1 809 480
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains	538 970		538 970	538 970
	Constructions	5 518 862	1 095 400	4 423 462	4 613 452
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	685 212	617 751	67 462	112 459
	Autres immobilisations corporelles	1 908 460	1 053 946	854 515	1 000 339
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	460		460	460
<b>TOTAL ( I )</b>		<b>10 743 310</b>	<b>3 096 672</b>	<b>7 646 638</b>	<b>8 075 161</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>	9 712		9 712	4 475
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	7 281 153	201 658	7 079 495	6 527 061
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	7 125 975		7 125 975	6 180 080
COMPTES DE REGULARISATION	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	14 159 590		14 159 590	8 807 833
	<b>DISPONIBILITES</b>	7 031 831		7 031 831	15 843 461
	Charges constatées d'avance	51 299		51 299	30 681
	<b>TOTAL ( II )</b>	<b>35 659 560</b>	<b>201 658</b>	<b>35 457 902</b>	<b>37 393 591</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )				
	Primes de remboursement des obligations ( IV )				
	Ecart de conversion actif ( V )				
<b>TOTAL ACTIF ( I à V )</b>		<b>46 402 870</b>	<b>3 298 330</b>	<b>43 104 540</b>	<b>45 468 752</b>
(1) dont droit au bail				460	460
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					

## Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	1 499	1 499
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	11 234 477	10 014 545
	Report à nouveau		
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>825 383</b>	<b>1 219 932</b>
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>12 061 359</b>	<b>11 235 976</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	7 583 510	7 875 209
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>	<b>7 583 510</b>	<b>7 875 209</b>
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>19 644 869</b>	<b>19 111 185</b>
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>		
Provisions	Provisions pour risques	20 000	
	Provisions pour charges	36 665	27 578
	<b>Total des provisions</b>	<b>56 665</b>	<b>27 578</b>
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	73 930	49 272
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	539 600	433 862
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	22 789 476	25 846 855
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance		
	<b>Total des dettes</b>	<b>23 403 007</b>	<b>26 329 989</b>
	Ecarts de conversion passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>43 104 540</b>	<b>45 468 752</b>
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	825 382,73	1 219 932,37
	(1) Dont à moins d'un an	23 403 007	26 329 989
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

## Compte de Résultat

1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	1 600	2 480
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	53 043 555	53 419 671
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	11 778 383	9 517 188
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	327 417	144 407
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	657	30 996
Total des produits d'exploitation		65 151 613	63 114 742
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	61 318 589	59 638 391
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	54 741	52 891
	Salaires et traitements	1 890 392	1 604 396
	Charges sociales	892 611	734 829
	Dotation aux amortissements et dépréciations	648 813	428 387
	Dotation aux provisions	56 665	27 578
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	369 544	21 962
Total des charges d'exploitation		65 231 355	62 508 434
RESULTAT D'EXPLOITATION		(79 742)	606 308

## Compte de Résultat

2/2

		31/12/2024	31/12/2023
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(79 742)</b>	<b>606 308</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	491 456	343 922
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des produits financiers</b>		<b>491 456</b>	<b>343 922</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des charges financières</b>			
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>491 456</b>	<b>343 922</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts</b>		<b>411 714</b>	<b>950 230</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	467 658	424 386
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>Total des produits exceptionnels</b>		<b>467 658</b>	<b>424 386</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	284	100 000
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>Total des charges exceptionnelles</b>		<b>284</b>	<b>100 000</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>467 374</b>	<b>324 386</b>
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		53 705	54 684
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>66 110 728</b>	<b>63 883 050</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>65 285 345</b>	<b>62 663 118</b>
<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>		<b>825 383</b>	<b>1 219 932</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
<b>TOTAL</b>			
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
<b>TOTAL</b>			



## Règles et Méthodes Comptables

### Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité

#### Objet social :

FORMASUP PARIS IDF, association loi 1901, a pour objet de développer la formation par l'alternance dans l'enseignement supérieur, et tout particulièrement par l'apprentissage, afin de répondre aux besoins exprimés par les milieux professionnels concernés.

#### Missions sociales :

L'association a notamment pour mission :

- de gérer le CFA FORMASUP PARIS IDF,
- de mettre en oeuvre les formations d'enseignement supérieur et de recherche par l'apprentissage en partenariat avec les établissements d'enseignement supérieur adhérents,
- de mener toutes les actions nécessaires à la diffusion et à la promotion des formations d'apprentis retenues par l'association,
- et de manière générale, développer toute action entrant dans le cadre de l'objet social de l'association.

#### Moyens mis en œuvre et ressources :

FORMASUP PARIS IDF s'engage à respecter les 14 missions qui lui sont confiées par la loi 2018-771 du 5 septembre 2018, article L.6231-2 du code du Travail :

- accompagner les personnes, y compris celles en situation de handicap, souhaitant s'orienter ou se réorienter par la voie de l'apprentissage,
- appuyer et accompagner les postulants à l'apprentissage dans leur recherche d'un employeur,
- assurer la cohérence entre la formation dispensée dans l'organisme de formation et celle dispensée au sein de l'entreprise, en particulier en organisant la coopération entre les formateurs et les maîtres d'apprentissage,
- informer, dès le début de leur formation, les apprentis de leurs droits et devoirs en tant qu'apprentis et en tant que salariés et des règles applicables en matière de santé et de sécurité en milieu professionnel,
- permettre aux apprentis en rupture de contrat la poursuite de leur formation pendant six mois tout en les accompagnant dans la recherche d'un nouvel employeur, en lien avec le service public de l'emploi,
- apporter, en lien avec le service public de l'emploi, un accompagnement aux apprentis pour prévenir ou résoudre les difficultés d'ordre social et matériel susceptibles de mettre en péril le déroulement du contrat d'apprentissage,
- favoriser la mixité au sein de leurs structures en sensibilisant à la question de l'égalité entre les femmes et les hommes ainsi qu'à la prévention du harcèlement sexuel au travail et en menant une politique d'orientation et de promotion des formations qui met en avant les avantages de la mixité,
- encourager la mixité des métiers et l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes en organisant des actions d'information sur ces sujets à destination des apprentis,
- favoriser, au-delà de l'égalité entre les femmes et les hommes, la diversité au sein de leurs structures en sensibilisant à l'égalité des chances et à la lutte contre toutes formes de discriminations et en menant une politique d'orientation et de promotion des formations qui mette en avant les avantages de la diversité,
- encourager la mobilité nationale et internationale des apprentis, en tout ou partie à distance,

## Règles et Méthodes Comptables

- évaluer les compétences acquises par les apprentis, y compris sous la forme d'un contrôle continu, dans le respect des règles définies par chaque organisme certificateur,
- accompagner les apprentis ayant interrompu leur formation et ceux n'ayant pas obtenu de diplôme ou de titre à finalité professionnelle vers les personnes et les organismes susceptibles de les accompagner dans la définition d'un projet de poursuite de formation,
- accompagner les apprentis dans leurs démarches pour accéder aux aides auxquelles ils peuvent prétendre au regard de la législation et de la réglementation en vigueur.

Les ressources de l'association comprennent :

- les recettes inhérentes à l'exercice de son activité et notamment des formations d'apprentissage,
- les cotisations des membres dont le montant est fixé chaque année par l'assemblée générale ordinaire, sur proposition du conseil d'administration,
- les autres ressources éventuellement apportées par ses membres,
- les subventions et autres participations qu'elle peut recevoir,
- les dons manuels ou recettes divers dont elle pourrait bénéficier,
- toute autre ressource autorisée par les textes législatifs ou réglementaires et compatibles avec l'objet de l'association.

### Règles générales

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 03/06/2025 par les dirigeants de l'association.

### Méthode générale

Les comptes annuels de l'exercice au **31/12/2024** ont été établis conformément aux règlements de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 et 2020-08 relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## Règles et Méthodes Comptables

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

### **Immobilisations**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### **Méthode d'amortissement**

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remise et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Constructions : 10 à 50 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 5 à 15 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 à 15 ans
- \* Agencements des constructions : 10 à 25 ans
- \* Matériel de bureau : 3 à 5 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

### **Créances et dettes**

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

## Règles et Méthodes Comptables

### **Provisions**

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### **Produits et charges exceptionnels**

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

### **Engagement de retraite**

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,38 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de rotation du personnel : 1 %
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 88–90)

Les indemnités de départ à la retraite font l'objet d'une provision pour risques et charges s'élevant au 31/12/2024 à 36 665 euros.

## Faits caractéristiques

### Faits marquants :

- La perte sur créances irrécouvrables des factures des contrats de professionnalisation émises avant 2020 compensée par la reprise de provision pour une valeur de 289 862€.
- La dépréciation des factures concernant des contrats de professionnalisation émises au cours de l'exercice 2020 pour une valeur de 201 658€.
- La régularisation des financements OPCO et employeurs concernant les dossiers non financés des sessions 19-20 pour 109 999€ et 105 077€ , des sessions 20-21 pour 56 140€ et 79 985€, et des sessions 21-22 pour 62 251€ et 56 024€ soit un total de minoration de produits de 228 390€ pour les financements OPCO et de 241 086€ pour les financements employeurs ainsi que la régularisation des charges de reversement afférentes soit une minoration de charge pour un total de 431 125€.

## Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virent p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	2 091 345					2 091 345
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 091 345					2 091 345
CORPORELLES	Terrains	538 970					538 970
	Constructions sur sol propre	2 155 880					2 155 880
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement aménagement	3 362 982					3 362 982
	Instal technique, matériel outillage industriels	685 212					685 212
	Instal., agencement, aménagement divers	1 070 557					1 070 557
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	819 475		18 917		488	837 903
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		8 633 077		18 917		488	8 651 505
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	460					460
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	460					460
TOTAL		10 724 882		18 917		488	10 743 310



## Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
<b>INCORPORELLES</b>	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	281 865	47 710		329 575
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>281 865</b>	<b>47 710</b>		<b>329 575</b>
<b>CORPORELLES</b>	Terrains				
	Constructions sur sol propre	259 754	53 897		313 651
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	645 656	136 093		781 750
	Instal technique, matériel outillage industriels	572 753	44 998		617 751
	Autres instal., agencement, aménagement divers	353 067	73 671		426 739
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	536 626	90 785	204	627 207
	Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		<b>2 367 856</b>	<b>399 444</b>	<b>204</b>	<b>2 767 097</b>
<b>TOTAL</b>		<b>2 649 721</b>	<b>447 155</b>	<b>204</b>	<b>3 096 672</b>

## Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	460	460	
	Clients, usagers douteux ou litigieux	201 658	201 658	
	Autres créances clients, usagers	7 079 495	7 079 495	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	22 863	22 863	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	7 103 113	7 103 113	
	Charges constatées d'avance	51 299	51 299	
TOTAL DES CREANCES		14 458 888	14 458 888	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	73 930	73 930		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	197 728	197 728		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	273 178	273 178		
	Impôts sur les bénéfices	53 705	53 705		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	14 989	14 989		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	22 789 476	22 789 476		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		23 403 007	23 403 007		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					



## Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	<b>PROVISIONS REGLEMEENTEES</b>				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges		20 000		20 000
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	27 578	36 665	27 578	36 665
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>27 578</b>	<b>56 665</b>	<b>27 578</b>	<b>56 665</b>
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	289 862	201 658	289 862	201 658
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>	<b>289 862</b>	<b>201 658</b>	<b>289 862</b>	<b>201 658</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>317 440</b>	<b>258 323</b>	<b>317 440</b>	<b>258 323</b>
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			258 323	317 440	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

## Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	1 499				1 499
Autres réserves					
Report à nouveau	10 014 545	1 219 932			11 234 477
Excédent ou déficit de l'exercice	1 219 932	(1 219 932)	825 383		825 383
<b>Situation nette</b>	<b>11 235 976</b>		<b>825 383</b>		<b>12 061 359</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	7 875 209		175 479	467 178	7 583 510
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>19 111 185</b>		<b>1 000 862</b>	<b>467 178</b>	<b>19 644 869</b>

### Charges à payer (avec détail)

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	41 274	27 585	13 689	49,62
Dettes fiscales et sociales	276 337	204 196	72 141	35,33
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes	22 645 216	25 832 506	(3 187 290)	-12,34
TOTAL	22 962 827	26 064 287	(3 101 460)	-11,90

### Produits à recevoir (avec détail)

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients	230 489	230 688	(199)	-0,09
Autres créances	7 468 302	6 401 294	1 067 007	16,67
TOTAL	7 698 791	6 631 982	1 066 809	16,09

## Charges constatées d'avance (avec détail)

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION	51 299	30 681	20 618	67,20
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
<b>TOTAL</b>	51 299	30 681	20 618	67,20

## Produits constatés d'avance (avec détail)

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION				
Produits constatés d'avance - FINANCIERS				
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS				
<b>TOTAL</b>				

NEANT

## Ventilation du chiffre d'affaires

		31/12/2024
<b>Chiffre d'affaires par secteur d'activité</b>		<b>53 043 555</b>
<b>Production vendue Services</b>		<b>53 043 555</b>
Financement contrat pro	620 314	
Financement ca opco	52 499 454	
Financement handicap	13 727	
Financement mobilité	109 680	
Financement premier équipement	4 000	
Régularisation financement exercices antérieurs	(228 389)	
Placements jeunes	7 700	
Négociation RAC	11 750	
Services plus	5 320	
<b>Chiffre d'affaires par marché géographique</b>		<b>53 043 555</b>
<b>Chiffre d'affaires FRANCE</b>		<b>53 043 555</b>
Financement contrat pro	620 314	
Financement ca opco	52 499 454	
Financement handicap	13 727	
Financement mobilité	109 680	
Financement premier équipement	4 000	
Régularisation financement exercices antérieurs	(228 389)	
Placements jeunes	7 700	
Négociation RAC	11 750	
Services plus	5 320	

## Tableau des ressources

**TABLEAU 1 : Ressources de l'organisme**

Origine des fonds	Montant (N)		Montant (N-1)	
	en euros	en %	en euros	en %
<b>1 - Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers</b>				
Entreprises	11 681 359	18%	9 222 279	15%
État, Collectivités locales, Établissements publics		0%		0%
Entreprises via Transitions Pro, OPCO	53 016 065	81%	53 401 037	85%
Particuliers	-	0%	-	0%
<b>Sous total I</b>	<b>64 697 424</b>	<b>99%</b>	<b>62 623 316</b>	<b>99%</b>
<b>2 - Ressources des pouvoirs publics</b>				
Instances européennes	-	0%	-	0%
État	-	0%	-	0%
Conseils Régionaux	97 024	0%	294 909	0%
Pôle Emploi	-	0%	-	0%
Autres ressources publiques	-	0%	-	0%
<b>Sous total II</b>	<b>97 024</b>	<b>0%</b>	<b>294 909</b>	<b>0%</b>
<b>3 - Autres</b>				
Autres organismes de formation	-	0%	-	0%
Autres ressources TA	-	0%	-	0%
Transferts de charges	9 978	0%	18 305	0%
Autres ressources diverses	344 290	1%	147 225	0%
<b>Sous total III</b>	<b>354 267</b>	<b>1%</b>	<b>165 530</b>	<b>0%</b>
<b>Total des ressources</b>	<b>65 148 716</b>	<b>100%</b>	<b>63 083 755</b>	<b>100%</b>

**TABLEAU 2 : Décomposition des actions de formation par finalité**

FINALITE DES ACTIONS	VOLUMES FINANCIERS			
	Montant (N)		Montant (N-1)	
	en euros	en %	en euros	en %
Diplômantes (1)	64 794 448	100%	62 918 225	100%
Perfectionnement professionnel et qualifiant (2)	-	0%	-	0%
Insertion sociale (école de l'apprentissage)	-	0%	-	0%
<b>Total</b>	<b>64 794 448</b>	<b>100%</b>	<b>62 918 225</b>	<b>100%</b>

(1) Diplômes nationaux, titres homologués.

(2) Certificats de branches, certificats d'entreprise, attestations

**TABLEAU 3 : Convention de ressources publiques affectées**

Convention	Montant Initial	SUIVI D'EXECUTION		
		Solde au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Solde en fin d'exercice
	-	-	-	-
	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>